

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**

des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

P

INSTRUCTION GÉNÉRALE

SÉRIE PERSONNEL N° 53*

429 LM 2/43

Paris, le 6 mai 1942.

DEL.
COL.

Nm.
41

III

EXAMEN DES CANDIDATURES

Extrait du casier judiciaire

L'article 8 de la « Convention Collective du Personnel du Cadre Permanent » prévoit que les candidats à un emploi du cadre permanent doivent produire un extrait de leur casier judiciaire.

Or, une loi en date du 7 mars 1942 permet à la S.N.C.F. d'obtenir directement communication de l'extrait du casier judiciaire dit « Bulletin N° 2 » plus complet que l'extrait qui peut être délivré aux candidats eux-mêmes.

Il n'y aura donc plus lieu, à l'avenir, d'exiger des candidats la production de cette dernière pièce.

Le Service chargé de l'instruction de la candidature (Chef d'Arrondissement ou Chef du Service Régional intéressé, suivant le cas) demandera au Greffe du Tribunal de première instance de la circonscription judiciaire dont dépend le lieu de naissance du postulant de lui délivrer, en application des dispositions de la loi du 5 août 1899, modifiée par la loi du 7 mars 1942, une copie du bulletin n° 2 concernant l'intéressé.

Les renseignements portés sur ce bulletin ayant un caractère confidentiel, les précautions nécessaires seront prises pour qu'ils ne soient connus que de l'autorité ayant qualité pour retenir ou pour écarter la candidature du postulant qu'ils concernent (Chef d'Arrondissement ou Chef du Service Régional suivant le cas).

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.

* Les I.G. Série Personnel n° 37 à 52 annonçant la publication des Fascicules du Règlement du Personnel ne figurent pas dans toutes les collections (voir I.G. n° 33).

